

Questions orales

LA MONTÉE DES EAUX DES GRANDS LACS—LA PROTECTION ET LE DÉDOMMAGEMENT DES RIVERAINS DU SAINT-LAURENT

Mlle Flora MacDonald (Kingston et les Îles): Monsieur l'Orateur, ma question supplémentaire s'adresse au premier ministre. Peut-il assurer la Chambre que les propriétaires des rives du Saint-Laurent et de la région des Mille-Îles seront, dans le cas d'un écoulement exceptionnel du lac Ontario, suffisamment informés, qu'ils recevront toute la protection possible et qu'ils seront convenablement indemnisés des dommages qui pourraient en résulter?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je ne peux certes pas donner de réponse générale à cette question très vaste. Il s'agit d'une question de politique qui doit être annoncée dans des cas précis.

LA MONTÉE DES EAUX DU LAC ONTARIO—DEMANDE DE SERVICES DE GÉNIE POUR LA CIRCONSCRIPTION D'ONTARIO

M. Norman A. Cafik (Ontario): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre de la Défense nationale. Il a répondu précédemment qu'il n'avait reçu aucune demande d'aide précise de qui que ce soit au sujet des dommages que pourrait causer une inondation. Étant donné que j'ai étudié ce problème dans ma circonscription au cours de la fin de semaine...

Des voix: Au fait!

M. Cafik: ... je voudrais...

Des voix: Au fait!

M. Cafik: Je vais poser ma question si vous voulez bien être patients. Il s'agit d'un sujet important pour mes commettants.

Des voix: Bravo!

Des voix: Au fait!

M. Cafik: Je voudrais dès maintenant donner avis au ministre que je demande...

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît.

M. Cafik: Monsieur l'Orateur,...

M. l'Orateur: A l'ordre. Le député a la parole pour poser une question et non pour donner avis.

M. Cafik: Oui, monsieur l'Orateur. Je vais immédiatement demander au ministre si, de fait, il va fournir des services techniques aux municipalités de ma circonscription qui veulent savoir quelles mesures préventives peuvent être prises?

M. Alexander: Favoritisme!

L'hon. James Richardson (ministre de la Défense nationale): Monsieur l'Orateur, nous allons étudier immédiatement la demande du député.

Des voix: Oh, oh!

[M. Richardson.]

L'AGRICULTURE

L'INDUSTRIE LAITIÈRE—MESURES EN VUE D'ASSURER LA STABILITÉ FINANCIÈRE DES PRODUCTEURS

[Français]

M. Adrien Lambert (Bellechasse): Monsieur le président, je désire poser une question à l'honorable ministre de l'Agriculture.

Hier, je recevais une délégation de producteurs de lait industriel qui s'inquiètent sérieusement de l'augmentation considérable du coût des moulées, ce qui menace l'équilibre financier de leur entreprise. L'honorable ministre pourrait-il dire à la Chambre quelles mesures il entend prendre dans l'immédiat pour rassurer les producteurs de lait industriel à ce sujet?

[Traduction]

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, nous étudions actuellement les moyens de leur venir en aide.

L'INDUSTRIE LAITIÈRE—ON DEMANDE D'AUGMENTER LE PRIX DU LAIT INDUSTRIEL—L'ATTITUDE DU GOUVERNEMENT

[Français]

M. Lambert (Bellechasse): Monsieur le président, j'aimerais poser une question supplémentaire.

L'honorable ministre a-t-il pris connaissance du mémoire des producteurs de lait industriel, dans lequel ils demandent une augmentation immédiate du prix du lait industriel de l'ordre de 60c. les 100 livres? Dans l'affirmative, le ministre pourrait-il faire connaître très bientôt sa réponse à ce sujet?

[Traduction]

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, j'ai déclaré en réponse à un autre député à la Chambre que nous espérons être en mesure d'annoncer quelque chose sous peu.

* * *

LE LOGEMENT

LA DÉCLARATION DU MINISTRE DES FINANCES AU SUJET DE LA HAUSSE DES COÛTS—DEMANDE DE SUPPRESSION DE LA TAXE SUR LES MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION

M. Eldon M. Woolliams (Calgary-Nord): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre des Finances. Voudrait-il dire à la Chambre quelle raison l'a incité à déclarer hier à l'émission télévisée «*Question Period*» que les coûts de l'habitation n'ont augmenté que de 3 p. 100 l'an dernier, et est-il en mesure de signaler si la priorité accordée à l'habitation dans le budget de la semaine dernière était fondée sur le chiffre de 3 p. 100?

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, si le député lit le compte-rendu, il se rendra compte que je parlais de la hausse générale des services d'administration, y compris ceux de l'habitation, au cours de 1972 et quant à la raison qui m'a décidé de ne pas réduire ou éliminer la taxe de 11 p. 100 sur les matériaux de construction, j'ai affirmé être persuadé que les modifications à la loi nationale sur l'habitation présentée par mon collègue, le ministre d'État chargé des Affaires urbaines, constitueraient un remède satisfaisant qui à ce problème.